

Albanie

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

Protection contre les mauvais traitements

Le traitement inhumain et dégradant d'un patient de psychiatrie légale qui se voit imposer une ordonnance judiciaire de "traitement obligatoire", en raison des mauvaises conditions de vie et de l'incapacité à assurer sa thérapie adéquate ; la détention illégale dans un établissement (pénitentiaire) inadéquat sans traitement psychiatrique approprié.

Strazimiri (34602/16)
Arrêt définitif le 21/05/2020

Surveillance soutenue
État d'exécution

Durée des procédures judiciaires

Durée excessive des procédures civiles : disfonctionnement du système de gestion des affaires causant une multiplication des procédures portant sur la même question devant les tribunaux et des renvois répétés de l'affaire devant les juridictions inférieures ; absence de recours effectifs.

Luli et autres (64480/09)
Arrêt définitif le 01/07/2014

Surveillance soutenue
État d'exécution

Exécution des décisions judiciaires

Non-exécution de décisions judiciaires octroyant une indemnisation et absence de recours effectif.

Brahimaj (4801/13)
Arrêt définitif le 06/10/2016

Surveillance standard
État d'exécution

Non-exécution des décisions nationales par l'administration publique, en particulier en matière de réintégration dans le service public.

Memishaj (40430/08)
Arrêt définitif le 25/03/2014

Surveillance standard
État d'exécution

Protection des droits de propriété

Démolition d'appartements et de locaux commerciaux dans une ville côtière albanaise au mépris d'une ordonnance provisoire du tribunal interdisant aux autorités de prendre toute mesure susceptible de porter atteinte aux droits de propriété des requérants.

Sharxhi et autres (10613/16)
Arrêt définitif le 28/05/2018

Surveillance soutenue
État d'exécution

Discrimination dans les écoles

Discrimination d'élèves dans une école albanaise en raison de retard et d'absence de mise en œuvre de mesures de déségrégation.

X et autres (73548/17)
Arrêt définitif le 31/08/2022

Surveillance soutenue
État d'exécution

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

▶ **Violations dans le cadre de procédures de lustration (réévaluation) de juges et procureurs**

Réévaluation de l'habilitation d'un juge de la Cour suprême ne satisfaisant pas aux règles d'équité, qui a débouché à sa révocation.

Thanza (41047/19)
Arrêt définitif le 04/10/2023

Surveillance standard
État d'exécution

Caractère disproportionné de la révocation et de l'interdiction à vie d'exercer des fonctions judiciaires prononcées contre une procureure, en raison d'une faute professionnelle isolée et du non-paiement par son époux des impôts dus sur une petite partie de ses revenus, et de l'absence d'une quelconque mauvaise foi ou violation délibérée de la part de la procureure.

Sevdari (40662/19)
Arrêt définitif le 13/03/2023

Surveillance standard
État d'exécution

Révocation d'un procureur par un organe d'évaluation à l'égard duquel il existait une allégation défendable de violation manifeste d'une règle fondamentale affectant la nomination de l'un de ses membres en tant que juge.

Besnik Cani (37474/20)
Arrêt définitif le 04/01/2023

Surveillance standard
État d'exécution